Thomas Piketty en Amérique

Nicolas Barreyre

L'ampleur du succès de la traduction américaine du *Capital au XXIe siècle*[1] a pris tout le monde au dépourvu, à commencer par son auteur. À l'heure où ces lignes ont été écrites, l'ouvrage faisait partie, depuis neuf semaines, des vingt-cinq meilleures ventes nationales dans la catégorie non-fiction – une occurrence rare pour un livre publié par des presses universitaires[2]. Sa réception médiatique aux États-Unis est sans commune mesure avec celle qu'il a d'abord connue en France, où il était pourtant déjà un succès de librairie : deux prix Nobel l'ont applaudi ; l'ancien conseiller économique de Barack Obama a dû concéder une admiration réticente ; le conseil aux affaires économiques actuel du président a longuement reçu Thomas Piketty pour l'entendre ; une tournée de conférences dans le pays l'a consacré, dans la presse, comme une « rock star » de l'économie[3].

Il est toujours délicat de faire, à chaud, le diagnostic des raisons d'une telle réception. Parmi elles figure, à n'en pas douter, le fait que *Le capital au XXIe siècle* est venu confirmer, de manière massive, que les inégalités de revenus atteignent

1 - Thomas Piketty, *Capital in the Twenty-First Century*, trad. par A. Goldhammer, Cambridge, Harvard University Press, [2013] 2014.

2 - Voir la liste établie par le *New York Times*, http://www.nytimes.com/best-sellers-books/2014-06-22/hardcover-nonfiction/list.html.

3 - Paul Krugman, « Why We're in a New Gilded Age », *New York Review of Books*, 8 mai 2014, p. 15-18 ; Lawrence H. Summers, « The Inequality Puzzle », *Democracy Journal*, 3, 2014, p. 91-99 ; Jennifer Schuessler, « Economist Receives Rock Star Treatment », *New York Times*, 19 avril 2014, p. C1.

Annales HSS, janvier-mars 2015, n° 1, p. 115-124.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

des niveaux sans précédent historique dans le pays, et que loin d'être un accident, il s'agit là d'une tendance de fond qui ne peut que s'aggraver faute d'une action politique volontariste. Cette idée circulait déjà, mais la voir validée par le travail d'un économiste établi et reconnu, fondé sur une base empirique monumentale, dans un texte lisible par le grand public cultivé, a fait du livre de T. Piketty une bombe qui a tétanisé les tenants de l'idéologie économique dominante depuis les années Reagan, celle du *« trickle-down »* qui tenait que libérer l'enrichissement exponentiel des plus nantis ne pouvait qu'avoir des effets positifs sur l'ensemble de l'économie, et que tous y gagneraient [4].

Bref, en plus de ses qualités intrinsèques indéniables, l'ouvrage de T. Piketty est arrivé au bon moment aux États-Unis. Depuis plus d'une décennie circule en effet l'idée que les inégalités atteignent des niveaux troublants, certains diraient *un-American*. Les manifestations en sont multiples, des articles sur les *trust-fund kids*, ces enfants qui bénéficient d'un fonds d'investissement personnel à vie qui leur garantit un large revenu sans jamais avoir à travailler [5], aux slogans du mouvement *Occupy*, qui opposent les 1 % les plus riches aux 99 % de la population et dénoncent la ploutocratie. L'idée s'est installée que les États-Unis vivent un nouveau *Gilded Age*. Dans l'imaginaire historique américain, cette période de l'histoire du pays – approximativement le dernier tiers du XIX^e^ siècle – est synonyme de la construction de grandes fortunes soudaines par les agissements les plus douteux : corruption politique, pratiques monopolistiques, spéculations financières et escroqueries en tous genres, par des hommes vus comme des « barons pilleurs [6] ». Les résidences clinquantes de ces nouveaux riches, qui se multiplient sur les grandes avenues des villes ou dans les lieux de villégiatures estivales, avec personnel en livrée et armoiries inventées, sont autant de symboles de ce que devient alors la société américaine, au moment où l'industrialisation crée un prolétariat urbain de plus en plus nombreux [7].

On doit l'expression *Gilded Age* au titre d'un roman satirique de Mark Twain, qui joue sur l'écart entre ce qui pourrait être un âge d'or et ce qui n'est, à ses yeux, qu'un « âge du toc » ou un « âge du clinquant » [8]. Ironiquement, le terme refait

4 - Sur les changements dans la pensée économique du monde, voir Daniel T. RODGERS, *Age of Fracture*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, p. 41-76.

5 - Sur la nouvelle jeunesse dorée, dont ils font partie, voir Shamus Rahman KHAN, *Privilege: The Making of an Adolescent Elite at St. Paul's School*, Princeton, Princeton University Press, 2011.

6 - Matthew JOSEPHSON, *The Robber Barons: The Great American Capitalists, 1861-1901*, New York, Harcourt, Brace and Co., 1934. Sur l'histoire de ce terme, voir Richard R. JOHN, « Robber Barons Redux: Antimonopoly Reconsidered », *Enterprise and Society*, 13-1, 2012, p. 1-38.

7 - Steve FRASER, *Wall Street: America's Dream Palace*, New Haven, Yale University Press, 2008, p. 23-38 ; François WEIL, *Family Trees: A History of Genealogy in America*, Cambridge, Harvard University Press, 2013, p. 143-179.

8 - Mark TWAIN et Charles Dudley WARNER, *The Gilded Age: A Tale of Today*, Hartford, Publishing Company, 1873. *Gilded Age* a aussi été traduit par « âge doré », mais l'expression en français n'a pas la même force satirique que le terme anglais.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

fortune dans l'actualité alors que de nombreux historiens tentent au contraire de lui faire un sort : ils arguent que l'usage de ce qualificatif moralisateur est une invention des progressistes, tout occupés à dépeindre en noir la période précédente pour souligner la nécessité des réformes qu'ils défendaient. Au contraire, ce moment de l'histoire des États-Unis est aussi remarquable par son extraordinaire essor économique, la multiplication d'inventions, et les transformations sociales qui font du pays, à la fin du XIX^e^ siècle, une puissance de premier plan [9]. T. Piketty n'intervient pas dans ce débat, mais la réception de son livre aux États-Unis suggère qu'il faut en réalité le reformuler. Le problème n'est pas de savoir si le *Gilded Age* se résume aux affaires de corruption, ni même s'il est trop artificiel de l'opposer à une « ère progressiste » (faussement) plus vertueuse. Il s'agit plutôt de comprendre pourquoi, malgré les développements qu'on pourrait aujourd'hui qualifier de positifs, le problème de la corruption, plus largement celui de la collusion au sein des élites, devient central au point d'être vu comme la caractéristique majeure de cette période [10]. Cela s'applique au *Gilded Age* ; mais clairement, au vu des conversations outre-Atlantique, cela concerne le temps présent [11]. Il faut reconnaître à T. Piketty d'avoir identifié le problème *politique* qui donne à son travail d'économiste un tel écho dans le débat public : le danger que l'exacerbation extrême des inégalités économiques fait porter au « vivre ensemble » d'une société démocratique.

Les remarques qui suivent procèdent d'un parti pris : non pas tant discuter la thèse centrale du *Capital au XXI^e^ siècle* que suggérer comment ce qu'y écrit T. Piketty peut permettre de comprendre différemment l'histoire américaine du XIX^e^ siècle – bien qu'il parle lui-même très peu de cette période, faute de données, contrairement au XX^e^ siècle pour lequel les États-Unis, dans son récit, prennent une place bien plus considérable. En retour, cette relecture ouvre des pistes pour prolonger la réflexion de T. Piketty et revenir sur quelques-unes des conclusions du livre.

Les inégalités de revenus sont rarement le prisme utilisé pour analyser l'histoire politique du dernier tiers du XIX^e^ siècle aux États-Unis. Après tout, le pays serait particulièrement rétif à l'égalitarisme jacobin « à la française » ; au contraire, la culture dominante est censée valoriser la prise de risque et admirer la réussite. Quoi de plus symbolique pour la période qu'un Andrew Carnegie, *self-made man* par excellence, fils d'un tisserand écossais pauvre, ayant débuté comme garçon coursier d'une compagnie de télégraphe et devenu, au terme de sa carrière, un

9 - Rebecca EDWARDS, Richard R. JOHN et Richard F. BENSEL, « Forum: Should We Abolish the 'Gilded Age' ? », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 8-4, 2009, p. 461-485 ; Rebecca EDWARDS, *New Spirits: Americans in the « Gilded Age », 1865-1905*, New York, Oxford University Press, [2006] 2011.

10 - Évelyne PAYEN-VARIÉRAS et Nicolas BARREYRE, « Revisiting the 'First' Gilded Age: Business and Politics in the Late Nineteenth-Century United States », *Transatlantica*, 1, 2013, http://transatlantica.revues.org/6475.

11 - Zephyr TEACHOUT, *Corruption in America: From Benjamin Franklin's Snuff Box to Citizens United*, Cambridge, Harvard University Press, 2014 ; David COLE, « How Corrupt Are our Politics ? », *New York Review of Books*, 25 septembre 2014, p. 45-48.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

magnat de l'acier, un des hommes les plus riches et influents du pays [12] ? Ce n'est pas que les transformations de l'économie et leurs conséquences politiques ont été oubliées dans l'historiographie, bien au contraire. De l'histoire ouvrière à l'histoire des entreprises, de la prolétarisation à la révolution managériale, des combats sur la régulation économique aux mobilisations syndicales, une vaste littérature existe. Malgré tout, formuler la question en termes d'effets politiques de niveaux d'inégalités sans précédents – et très visibles – change la perspective sur certains des développements de la période. On peut comprendre que l'enrichissement spectaculaire de certains, au milieu de transformations économiques rapides que tous vivent voire subissent, suscite la suspicion : il est aisé d'y voir non le résultat d'un fonctionnement « normal » de l'économie, mais le fruit de collusions, de pratiques illicites, de favoritisme. Le langage est souvent celui, hérité, du républicanisme classique, fustigeant « l'aristocratie » des financiers et des banquiers comme on pouvait condamner celle des planteurs esclavagistes du Sud avant la guerre de Sécession. Attaquer le traitement de faveur fait aux porteurs de bons du Trésor – aux *« bondocrats »* comme certains les appellent – n'est pas si loin de la dénonciation des rentiers en France [13]. Si ce n'est pas l'inégalité de revenu elle-même qui est dénoncée, on sent combien les fortunes extrêmes et soudaines sont perçues par une partie de la population comme illégitimes et, forcément, le fruit d'agissements suspects ou d'un système perverti.

Dans cette perspective, il y aurait une convergence ou, plutôt, une cause commune à plusieurs mouvements politiques souvent vus comme séparés, voire antagonistes. Les nouvelles inégalités de revenu pourraient rendre compte de l'activisme politique qui agite, dès les lendemains de la guerre de Sécession, une part croissante des fermiers du pays, et qui culmine avec le Populisme des années 1890 : alors qu'un certain nombre d'historiens économistes ont présenté comme injustifié voire irrationnel le mécontentement de fermiers dont le niveau de vie augmenterait sur la période en termes absolus [14], la grande visibilité de nouveaux millionnaires ayant bâti leur fortune sur des chemins de fer, dont ces fermiers subissent l'arbitraire tarifaire, explique leur mobilisation contre un système qui, par lui-même, aspire leurs revenus pour enrichir quelques-uns [15]. De manière similaire, les

12 - Un parcours mis en scène par l'intéressé lui-même : Andrew CARNEGIE, *Autobiography of Andrew Carnegie*, Boston, Houghton Mifflin, 1920. Pour une biographie récente, voir David NASAW, *Andrew Carnegie*, New York, Penguin Press, 2006.

13 - Nicolas BARREYRE, *L'or et la liberté. Une histoire spatiale des États-Unis après la guerre de Sécession*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2014, p. 55-92.

14 - Robert HIGGS, *The Transformation of the American Economy, 1865-1914: An Essay in Interpretation*, New York, Wiley, 1971 ; Jeremy ATACK, Fred BATEMAN et William N. PARKER, « The Farm, the Farmer, and the Market », *in* S. L. ENGERMAN et R. E. GALLMAN (dir.), *The Cambridge Economic History of the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, vol. 2, p. 245-284.

15 - Richard WHITE, *Railroaded: The Transcontinentals and the Making of Modern America*, New York, W. W. Norton, 2011, p. 109-118 ; George H. MILLER, *Railroads and the Granger Laws*, Madison, University of Wisconsin Press, 1971.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

campagnes contre la corruption politique, c'est-à-dire contre l'obtention de mesures favorables en échange d'avantages pécuniaires ou en nature, procèdent d'une même perception. Les historiens ont bien montré que ce mouvement est souvent le fait de certaines élites, intellectuelles et/ou longuement installées – *« the best men »*. On comprend mieux leur croisade contre les machines des partis, et l'influence que l'argent a sur les hommes politiques et donc les rouages de l'État, si on la rapproche de leur opposition au protectionnisme douanier : abolir tout système de rentes (aides aux compagnies ferroviaires, mise à l'abri de la concurrence étrangère aux dépens des consommateurs, manipulation de la monnaie au profit de certains « groupes d'intérêts ») est une manière d'éliminer les biais systémiques à l'origine de revenus perçus comme illégitimes [16]. Les niveaux d'inégalités de revenus sans précédent seraient en soi le signe d'un problème à résoudre.

On relit alors différemment le courant antimonopoliste qui se développe pendant les dernières décennies du siècle [17], et dont l'un des aboutissements est la célèbre loi antitrust portée par John Sherman en 1890 : les monopoles, en plus de soumettre les usagers (et citoyens) à l'arbitraire, sont des rentes, c'est-à-dire des positions acquises qui se perpétuent d'elles-mêmes. De telles positions ont des effets similaires aux revenus du capital tels qu'ils sont décrits par T. Piketty, en ce sens où les revenus qu'elles produisent sont dus non aux effets du travail mais simplement au placement du capital. La tentative de baisser drastiquement les droits de douane en 1892 procède d'une volonté explicite de supprimer de véritables rentes. Leur remplacement par un impôt sur le revenu ne portant que sur les plus riches se veut le signal d'un glissement dans la fiscalité, stoppé net par la Cour suprême : il faut un amendement à la Constitution pour le mener à bien, en 1913 [18].

Ces tribulations montrent une claire compréhension des effets redistributifs des politiques publiques par les contemporains. Pour les États-Unis, le désormais fameux $r > g$, dans cette période de croissance économique soutenue, est très visiblement accentué par l'action de l'État. Sur le dernier tiers du XIX^e^ siècle, le protectionnisme est à l'origine d'une redistribution des revenus d'environ 8 % du produit intérieur brut. L'énorme dette publique contractée pendant la guerre de Sécession (2,3 milliards de dollars) redistribue également de vastes sommes d'argent, par des intérêts généreux renforcés par une déflation monétaire, si bien que les intérêts

16 - Ari HOOGENBOOM, *Outlawing the Spoils: A History of the Civil Service Reform Movement, 1865-1883*, Urbana, University of Illinois Press, 1961 ; John G. SPROAT, *The « Best Men »: Liberal Reformers in the Gilded Age*, Oxford, Oxford University Press, 1968 ; Andrew L. SLAP, *The Doom of Reconstruction: The Liberal Republicans in the Civil War Era*, New York, Fordham University Press, 2006.

17 - Gretchen RITTER, *Goldbugs and Greenbacks: The Antimonopoly Tradition and the Politics of Finance in America, 1865-1896*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

18 - Scott R. NELSON, *A Nation of Deadbeats: An Uncommon History of America's Financial Disasters*, New York, Alfred A. Knopf, 2012 ; Robert STANLEY, *Dimensions of Law in the Service of Order: Origins of the Federal Income Tax, 1861-1913*, New York, Oxford University Press, 1993.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

réels dans les années 1870 approchent les 9 % annuels [19]. Les batailles politiques autour de ces questions montrent que tous sont conscients de ces redistributions massives, et les débats portent donc sur les bénéficiaires : s'agit-il des banquiers et des industriels monopolistes, comme l'affirment certains, ou au contraire de tout un chacun (le protectionnisme stimulant la croissance pour tous, ou bien les bons du Trésor ayant été achetés par tous les Américains patriotes) ? Les données de T. Piketty, bien que limitées sur le XIX^e^ siècle américain, soutiennent l'idée que ces politiques aident à redistribuer les revenus du bas vers le haut, si on en juge par la concentration des patrimoines. En ce sens, le cas américain est une variation de la description plus générale de r > g sur le temps long [20]. Elle peut être d'importance. T. Piketty conclut de ses séries que la réalité historique stable est un rendement du capital nettement supérieur à la croissance, et que seuls les chocs exogènes du XX^e^ siècle ont rompu, temporairement, ce schéma. La fin du XIX^e^ siècle américain suggère qu'il y a des cas où r > g est au moins en partie dû aux politiques publiques. Se pose alors la question de savoir si c'est une anomalie dans le temps long (cachée parce qu'elle va dans le même sens que le reste), ou si au contraire r > g est bien plus souvent dû à la construction politique et sociale, systématiquement biaisée en faveur du patrimoine et du fonctionnement économique.

Le débat n'est pas anecdotique. T. Piketty insiste, à juste titre, sur le rôle nécessaire des politiques publiques (essentiellement l'impôt chez lui) pour contrecarrer les effets de r > g. Celles-ci font partie de la liste des « chocs exogènes » que l'auteur identifie pour le XX^e^ siècle. Il cite en exemple les taux très élevés de l'impôt sur le revenu que Franklin Roosevelt a fait établir dans les années 1930 aux États-Unis. Or cette politique n'a pu être possible que parce que le débat avait reconnu depuis de longues années le caractère essentiellement redistributif de *toutes* les politiques publiques. La rupture provoquée par la crise de 1929 ne suffit pas à expliquer comment le New Deal a pu être politiquement imaginable – en particulier parce que, souvent, les crises économiques exacerbent les manières de penser antérieures plutôt qu'elles n'en créent de nouvelles, au moins dans un premier temps [21]. La longue bataille pour établir l'impôt sur le revenu, les reconfigurations sur un demi-siècle des débats sur le protectionnisme, et la transformation consécutive du système fiscal américain, ont été des préalables nécessaires pour que les mesures de redistribution *vers le bas* du New Deal puissent être mises en place. Et elles ne le furent qu'à un coût politique élevé : la mobilisation contre la

19 - Douglas A. IRWIN, « Tariff Incidence in America's Gilded Age », *The Journal of Economic History*, 67-3, 2007, p. 582-607 ; Jeffrey G. WILLIAMSON, « Watersheds and Turning Points: Conjectures on the Long-Term Impact of Civil War Financing », *The Journal of Economic History*, 34-3, 1974, p. 636-661. À noter que ce calcul concerne les porteurs américains ; la dette ayant été en grande partie refinancée en Europe après la guerre de Sécession, une partie de ces capitaux enrichit, en fait, les rentiers du Vieux Continent.

20 - T. PIKETTY, *Capital...*, *op. cit.*, p. 555 *sq.*

21 - Nicolas BARREYRE, « The Politics of Economic Crises: The Panic of 1873, the End of Reconstruction, and the Realignment of American Politics », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 10-4, 2011, p. 403-423.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

nouvelle fiscalité qui prend alors corps est à l'origine du mouvement qui obtient son renversement à partir des années 1970 – un détricotage qui fait que Warren Buffett, l'homme le plus riche des États-Unis, est aujourd'hui notoirement imposé à un taux inférieur à celui qui s'applique à sa secrétaire [22].

Si cette lecture est correcte, elle suggère alors que les politiques publiques sont moins exogènes qu'endogènes à r > g. Ce qui nous ramène, par une autre voie, à la question de la place de l'héritage et de la transmission de patrimoine, elle aussi centrale au *Capital au XXIe siècle*. L'historiographie américaine n'a fait, semble-t-il, que peu de place à cette notion comme facteur explicatif fort dans l'histoire des États-Unis. Au contraire, l'idée classique est que le pays s'est défait des oripeaux aristocratiques de la vieille Europe en faisant sa révolution. L'abolition de l'*entail* et de la primogéniture en est le signe. La vision de la jeune république comme un lieu d'opportunité ouvert à l'ascension sociale n'est pas fondamentalement fausse : l'accès à des terres, pour les hommes blancs, y est moins difficile qu'en Europe [23]. Elle empêche cependant de comprendre les effets de transmission de patrimoine, qui ne connaît quasiment aucun obstacle et qu'il faudrait donc probablement réévaluer – en termes économiques mais également politiques. Par exemple, la liberté de tester est totale, si bien que les pères de famille ont toute latitude pour transmettre leur propriété de manière très inégalitaire. De même, la dépendance légale de la femme envers son mari *(coverture)* facilite l'accumulation de patrimoine par mariage [24]. T. Piketty suggère d'ailleurs qu'il faudrait y regarder de plus près, soulignant combien la propriété d'esclaves, dans le Sud des États-Unis, permet la constitution de patrimoines aussi concentrés qu'en Europe, et fait de cette section du pays une société tout aussi inégalitaire que l'Angleterre victorienne ou la France de la monarchie de Juillet [25]. Or le modèle sudiste n'est pas confiné, et son influence se fait sentir dans tout le pays, notamment dans des systèmes fiscaux très favorables aux plus fortunés [26]. Les attaques politiques récurrentes

22 - Ajay K. Mehrotra, *Making the Modern American Fiscal State: Law, Politics, and the Rise of Progressive Taxation, 1877-1929*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013 ; Romain D. Huret, *American Tax Resisters*, Cambridge, Harvard University Press, 2014, p. 78-172.

23 - Jérôme Bourdieu, Joseph P. Ferrie et Lionel Kesztenbaum, « Vive la différence ? Intergenerational Mobility in France and the United States during the Nineteenth and Twentieth Centuries », *The Journal of Interdisciplinary History*, 39-4, 2009, p. 523-557 ; Clayne Pope, « Inequality in the Nineteenth Century », *in* S. L. Engerman et R. E. Gallman (dir.), *The Cambridge Economic History...*, *op. cit.*, vol. 2, p. 109-142 ; Jeremy Atack, Fred Bateman et William N. Parker, « Northern Agriculture and the Westward Movement », *ibid.*, p. 285-328.

24 - Carole Shammas, Marylynn Salmon et Michel Dahlin, *Inheritance in America: From Colonial Times to the Present*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1987 ; Carole Shammas, *A History of Household Government in America*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2002.

25 - T. Piketty, *Capital...*, *op. cit.*, p. 250-254.

26 - Robin L. Einhorn, *American Taxation, American Slavery*, Chicago, University of Chicago Press, 2006 ; Edward E. Baptist, *The Half Has Never Been Told: Slavery and the Making of American Capitalism*, New York, Basic Books, 2014.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

contre les banquiers, les spéculateurs qui accaparent les terres publiques ou « l'aristocratie esclavagiste », etc., sont le signe que le problème de la répartition des richesses, ou plutôt d'une économie politique qui pipe les dés du partage de la valeur produite, est particulièrement sensible dans les États-Unis du XIX^e^ siècle. Ce que le livre de T. Piketty suggère, sur ce point, c'est qu'il serait probablement utile de repenser l'histoire de cette période, y compris les tensions qui mènent à la sécession, en termes des effets de l'accumulation de patrimoine par héritage sur la société américaine. Bref, derrière les *self-made men* spectaculaires, le noyau héréditaire des élites américaines [27].

En retour, l'expérience historique américaine amène à interroger T. Piketty sur un point majeur : la place de l'impérialisme dans l'analyse économique qu'il déploie dans *Le capital au XXI^e^ siècle*. La question est en grande partie absente, on suppose, à cause d'un point de méthode : l'auteur construit ses données, en partie en raison de ses sources, sur la base de comptes nationaux. Il y a de très nombreuses et excellentes raisons de procéder ainsi, mais dans le cas des États-Unis cela vient en partie fausser les comparaisons. Dans le premier siècle de son existence, le pays n'est pas tant une « société jeune » qu'une société en pleine expansion territoriale, souvent violente [28]. Contrairement à la France ou au Royaume-Uni, dont les empires sont ultramarins et explicitement placés par T. Piketty dans les « avoirs étrangers » dans ses calculs, les États-Unis se construisent un empire continental, contigu, qui est donc intégré à leurs comptes nationaux. Dans cette situation, quel sens cela a-t-il de séparer le Sud du Nord sans séparer le Nord-Est, plus urbanisé et anciennement peuplé, d'un Ouest plus récemment conquis où les colons d'origine européenne sont peu nombreux ? On peut supposer que prendre les États de la côte atlantique à part montrerait chez eux un poids des patrimoines supérieur à celui de la catégorie large « Nord » qu'il utilise (tout en restant probablement inférieur à celui du Sud malgré tout). En mélangeant des régions récemment conquises à celles qui sont plus anciennement installées, le compte national dilue ainsi le phénomène d'accumulation intergénérationnelle de capital. Il crée également un autre biais, celui de ne pas considérer les nombreuses populations amérindiennes, celles-là mêmes qui se font déposséder de territoires et, bien souvent, exterminer, mais surtout qui sont des acteurs économiques indispensables aux jeunes États-Unis [29]. Il est probablement très difficile, et peut-être impossible, d'inclure ces

27 - Sur ces élites, voir le récent Steve FRASER et Gary GERSTLE (dir.), *Ruling America: A History of Wealth and Power in a Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

28 - Donald W. MEINIG, *The Shaping of America: A Geographical Perspective on 500 Years of History*, vol. 2, *Continental America, 1800-1867*, New Haven, Yale University Press, 1993, p. 3-218 ; Daniel Walker HOWE, *What Hath God Wrought: The Transformation of America, 1815-1848*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 701-791.

29 - Un thème étonnament peu étudié par les historiens, au demeurant. Sur le commerce des fourrures, voir le classique David J. WISHART, *The Fur Trade of the American West, 1807-1840: A Geographical Synthesis*, Lincoln, University of Nebraska Press, [1971] 1992.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

populations dans les séries rassemblées par T. Piketty, étant donné les sources disponibles. Cela n'empêche pas, bien au contraire, de s'interroger sur les biais induits par les limites des données empiriques.

À bien y réfléchir, on peut se dire que ces remarques renforcent plus qu'elles n'affaiblissent les conclusions de T. Piketty. Elles invitent surtout à pousser l'investigation plus loin en intégrant la dynamique impériale à l'analyse. Que se passerait-il si, à l'instar des États-Unis, on intégrait les empires aux comptes nationaux des métropoles britannique et française ? Quels seraient les effets sur notre compréhension de ces phénomènes si on incluait les populations autochtones des colonies dans les calculs ? La pratique impériale reposant sur l'exploitation d'une périphérie pour l'enrichissement d'un centre, on suppose que les inégalités déjà très fortes soulignées par T. Piketty seraient bien plus grandes si les possessions coloniales entraient dans leur calcul. Inversement, celles que l'auteur décrit pour les États-Unis du XIX^e^ siècle sont probablement minorées. Loin d'être exceptionnels, les États-Unis sont probablement bien plus rapidement convergents avec la vieille Europe qu'on n'a voulu le croire.

À la fin du XIX^e^ siècle, en tout cas, le problème démocratique posé par les inégalités n'est pas tant les considérables fortunes amassées par des financiers et des industriels, même peu suspects de vertu, que le bénéfice qu'en retirent leurs héritiers. Le *self-made man* est une figure qui se défend, qui ne devrait son succès qu'à son seul talent [30]. Ses enfants, toutefois, ne sauraient avoir le même mérite. Ce n'est probablement pas un hasard si les grandes fondations philanthropiques naissent à ce moment-là. A. Carnegie, l'auteur d'un des textes les plus virulents dans la justification de la richesse extrême [31], n'en a pas moins passé la fin de sa vie à dépenser quasiment toute sa fortune en diverses œuvres philanthropiques. De nombreux autres ont ainsi donné à diverses causes de très larges sommes d'argent et construit des institutions qui portent leur nom et se dédient, le plus souvent, au « bien de l'humanité ». Quelles que soient leurs motivations, ces actions n'en sont pas moins un moyen d'émousser le problème que pose à la démocratie américaine la création d'une classe d'héritiers au tournant du XX^e^ siècle – et ce même si, très vite, les fondations ainsi créées posent elles aussi un défi au fonctionnement politique et aux institutions représentatives. Quels que soient les apports et les limites de ces organisations philanthropiques, c'est bien la seule puissance publique qui, après la crise de 1929, peut mettre en place les réformes nécessaires au redressement économique et les mécanismes redistributifs, cités par T. Piketty, qui limitent voire renversent les effets de $r > g$ [32].

30 - Jackson LEARS, *Rebirth of a Nation: The Making of Modern America, 1877-1920*, New York, HarperCollins, 2009, p. 57-71.
31 - Andrew CARNEGIE, *The Gospel of Wealth*, Londres, F. C. Hagen, 1889.
32 - Olivier ZUNZ, *La philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État*, trad. par N. Barreyre, Paris, Fayard, [2012] 2012.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press

Les États-Unis aujourd'hui sont, de nouveau, à un moment où le pouvoir d'influence des grandes fortunes sur le système politique connaît un pic, parfois par le truchement de fondations – Bill Gates –, parfois par l'investissement direct et massif dans le processus électoral – les frères Koch. Si la trajectoire du *Gilded Age* au New Deal est un indice, les alternatives politiques aux inégalités croissantes de revenus (aujourd'hui à des niveaux sans précédent pour les États-Unis) ne peuvent que se construire, patiemment, sur un changement de diagnostic sur la réalité actuelle qui puisse trouver un large écho. C'est ce pari que semble réussir T. Piketty avec *Le capital au XXIe siècle*, aux États-Unis en tout cas. En Europe et en France, à ce jour, les signes d'une telle réception restent encore très ténus.

Nicolas Barreyre
Centre d'études nord-américaines – EHESS

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0130 Published online by Cambridge University Press